

• **ARTICLE 250 - GENERALITES**

Ce règlement **des mutations** concerne :

1. Tous les joueurs et **toutes les** joueuses mutant d'une association amateur vers une autre association amateur ;
2. Tous les joueurs mutant sans contrat, d'une association amateur vers un groupement dont l'équipe « UNE » senior évolue en division professionnelle ;
3. Tous les joueurs sans ou sous contrat mutant d'un groupement professionnel vers une association amateur ;
4. Tous les joueurs mutant d'un groupement professionnel en qualité de joueur sans contrat vers un autre groupement professionnel en qualité de joueurs sans contrat ;
5. Tous les joueurs et **toutes les** joueuses étranger(e)s, quelle que soit leur nationalité, non affilié(e)s à la F.F.R. la saison précédente et sollicitant leur qualification dans une association amateur de tous niveaux, **qui sont assimilés(e)s à des joueurs(ses) muté(e)s.**

Un joueur ou **une** joueuse ne sera **effectivement** considéré(e) **comme ayant** muté(e) dans l'association de son choix qu'après notification officielle par la F.F.R. ou le Comité territorial. Cette notification est **réalisée par l'édition et la remise de la carte de qualification à l'association nouvelle.**

La mutation d'un joueur ou **d'une** joueuse n'entraîne pas automatiquement la qualification de ce(tte) dernier(e) pour sa nouvelle association. Celle-ci est subordonnée au respect des règles relatives à la qualification.

Les périodes de mutation prévues par ce règlement ne concernent pas les joueurs qui ont conclu une convention de formation avec un club professionnel ayant un centre de formation agréé.

La mutation des joueurs concernés par le statut du joueur de Fédérale 1 fait l'objet de dispositions spécifiques figurant au règlement relatif à la procédure d'homologation des joueurs et entraîneurs sous contrat de Fédérale 1.

• **ARTICLE 251 - LIBERTE DE MUTATION - DEMISSION**

Tout joueur ou **toute** joueuse affilié(e) à la Fédération Française de Rugby a la possibilité de muter dans l'association de son choix en respectant les dispositions établies dans le présent règlement.

Pour ce faire, il ou elle doit adresser **au Président de l'association quittée**, dans les délais et formes requis, un **formulaire** « lettre de démission » **et un imprimé spécial** de mutation fournis par le Comité territorial **de l'association d'accueil.**

Ces deux documents (démission et mutation) seront obligatoirement horodatés par le Comité territorial avant tout traitement (par le Comité territorial, par la F.F.R. ou la L.N.R.).

Sauf dispositions spécifiques concernant les joueurs de 1<sup>ère</sup> Division fédérale sous contrat homologué, les joueurs mutant d'une association amateur vers un groupement professionnel en qualité de joueur sous contrat doivent remplir et adresser une lettre de démission à l'association quittée et sont soumis à une procédure spécifique de qualification.

**1 - Lettre de démission**

Cette lettre comprend trois volets :

- Le volet n°1 doit être adressé au Président de l'association quittée en recommandé avec avis de réception (impérativement à l'adresse du siège social de l'association) ;
- Le volet n°2 doit être adressé au Président du Comité territorial de l'association quittée en recommandé avec avis de réception ;
- Le volet n°3 est conservé pour être joint au dossier de mutation.

**Cas particulier** : lettre de démission en faveur d'un groupement professionnel en qualité de joueur sous contrat professionnel, pluriactif ou « espoir » **qui comprend les trois volets suivants** :

- Le volet n°1 doit être adressé au Président de l'association quittée en recommandé avec avis de réception (impérativement à l'adresse du siège social de l'association) et une copie doit être adressée à la L.N.R.;
- Le volet n°2 doit être adressé au Président du Comité territorial de l'association quittée en recommandé avec avis de réception ;
- Le volet n°3 est adressé à la F.F.R. en recommandé avec avis de réception pour être joint au dossier de mutation.

**2 - Imprimé spécial de mutation**

Cet imprimé à 5 feuillets doit être obligatoirement accompagné du volet n°3 de la lettre de démission et des pièces demandées au bas de ce volet.

A défaut de ces pièces ou d'une attestation de leur perte, la mutation ne pourra suivre son cours.  
La demande de mutation (liasse complète à ne pas dissocier) sera impérativement adressée au Comité territorial de la nouvelle association, revêtue obligatoirement de la signature du joueur ou de la joueuse (sans signature, la mutation ne sera pas recevable) ou du représentant légal pour les mineurs.

Les pièces ci-après devront être jointes au dossier établi dans les délais normaux :

- Récépissés des envois recommandés (afférents aux volets 1 et 2 de la lettre de démission),
- **Formulaire de demande de mutation,**
- Autorisation du représentant légal pour les joueurs ou joueuses âgés(es) de moins de 18 ans au moment de la signature de la demande (autorisation suivant modèle imposé dans ce règlement),
- Titre officiel de séjour et durée pour les joueurs ou joueuses étrangers(es).

Toutes les formalités administratives sont du ressort des Comités territoriaux.

Les lettres de démission seront obligatoirement envoyées en recommandé avec avis de réception aux Présidents des associations et des Comités territoriaux quittés.

Les demandes de mutation pourront être envoyées en recommandé au Comité territorial ou y être déposées par les intéressés ; dans ce cas les cachets dateur apposés dès la remise, feront foi.

Les récépissés des envois recommandés aux associations et Comités territoriaux quittés seront exigés.

### **3 - Coût des imprimés**

Les imprimés (lettre de démission, liasse de mutation) sont fournis par les Comités territoriaux de la nouvelle association.

Le coût de ces imprimés **est fixé dans le Règlement financier (Titre VI) de la F.F.R.**

#### **• ARTICLE 252 - PERIODES DE REFERENCE DES MUTATIONS**

Trois périodes sont applicables à tout joueur ou joueuse désirant changer d'association :

##### **1 - Mutations libres :                      du 10 Juin au 05 Juillet**

La mutation sera accordée et la lettre « M » (Muté) sera apposée sur la carte de qualification du joueur ou de la joueuse concerné(e) sauf s'il y a opposition justifiée du Président de l'association quittée et acceptée par la commission compétente.

Toute opposition (1) doit être formulée par le Président de l'association quittée et adressée par ce dernier par lettre recommandée avec avis de réception **dans le délai de quinze jours suivant la date de réception de la « lettre de démission » du joueur ou de la joueuse :**

- à la nouvelle association ;
- au Comité territorial quitté ;
- au nouveau Comité territorial.

Tout joueur ou **toute** joueuse mutant durant la période « Liberté de mutation » dont le Président de l'association quittée a fait opposition dans le délai de quinze jours et dont les arguments ont été jugés recevables par la Commission de Contrôle des Mutations compétente restera qualifié(e) dans son association ou groupement d'origine.

##### **2 - Mutations autorisées :                      du 06 Juillet au 30 septembre**

La mutation sera accordée et la lettre « M » (Muté) sera apposée sur la carte de qualification du joueur ou de la joueuse concerné(e) à condition que cette demande soit accompagnée de la lettre donnant l'accord de l'association quittée.

L'absence de lettre dans le délai de quinze jours sera interprétée comme un accord de l'association quittée.

Si dans le délai de quinze jours susmentionné est jointe au dossier une lettre motivant le refus (1) de l'association quittée **de donner son accord**, le joueur **ou la joueuse** concerné(e) restera qualifié(e) dans son association d'origine, sauf décision contraire de la Commission de Contrôle des Mutations qui pourra selon son appréciation souveraine des éléments du dossier, accorder la mutation avec une carte de qualification comportant les lettres « M » ou « MC » (voir article **252.3**).

La lettre de refus doit être formulée par le Président de l'association quittée et adressée par ce dernier **par lettre recommandée avec avis de réception dans le délai de quinze jours suivant la date de réception de la « lettre de démission » du joueur ou de la joueuse :**

- à la nouvelle association ;
- au Comité territorial quitté ;
- au nouveau Comité territorial.

### **3 - Mutations contrôlées :**

Les joueurs ou les joueuses dont la carte de qualification comporte les lettres « MC » (mutation contrôlée) ne sont pas autorisé(e)s à participer à des rencontres de l'équipe « UNE » senior de leur association.

#### **a) du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre**

##### **Associations des Clubs professionnels, des Divisions fédérales, de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> Divisions féminines :**

La mutation sera accordée et les lettres « MC » (mutation contrôlée) seront apposées sur la carte de qualification du joueur ou de la joueuse concerné(e) à condition que la demande soit accompagnée de la lettre donnant l'accord de l'association quittée.

**Cette qualification « MC » est applicable à tous les niveaux de compétition où il existe une « obligation » d'engager une équipe réserve au début de la saison sportive (avec une activité réelle au 31 décembre).**

**Dans les niveaux de compétition où l'engagement d'une équipe réserve est facultatif**, le type de carte de qualification accordée sera laissée à l'appréciation du Comité territorial d'accueil qui décidera en fonction des contingences locales et à condition que cette demande soit accompagnée de la lettre donnant l'accord de l'association quittée.

**Au-delà du 31 décembre (la date figurant sur le récépissé de la lettre R.A.R. faisant foi), aucune demande de mutation ne sera traitée.**

#### **b) du 1<sup>er</sup> octobre au 28 février**

##### **Associations de Séries territoriales et de 3<sup>ème</sup> Division féminine :**

Le type de carte de qualification accordée sera laissée à l'appréciation du Comité territorial d'accueil qui décidera en fonction des contingences locales et à condition que cette demande soit accompagnée de la lettre donnant l'accord de l'association quittée.

**Au-delà du 28 février (la date figurant sur le récépissé de la lettre R.A.R. faisant foi), aucune demande de mutation ne sera traitée.**

**Dans tous les cas (a et b), l'absence de lettre de l'association quittée, dans le délai de quinze jours à compter de la réception de la « lettre de démission » du joueur ou de la joueuse concerné(e), sera interprétée comme un accord.**

Si dans ce délai est jointe au dossier une lettre motivant le refus (1) de l'association quittée **de donner son accord**, le joueur **ou la joueuse** concerné(e) restera qualifié(e) dans son association d'origine, sauf décision contraire de la Commission de Contrôle des Mutations qui pourra selon son appréciation souveraine des éléments du dossier, accorder la mutation avec une carte de qualification comportant les lettres « MC ».

La lettre de refus doit être formulée par le Président de l'association quittée et adressée par ce dernier **par lettre recommandée avec avis de réception dans le délai de quinze jours suivant la date de réception de la « lettre de démission » du joueur ou de la joueuse concernée :**

- à la nouvelle association ;
- au Comité territorial quitté ;
- au nouveau Comité territorial.

(1) Durant ces trois périodes de mutation, toute opposition ou refus doit être accompagnée d'un chèque établi par l'association quittée et adressée au nouveau Comité territorial ou à la F.F.R. selon le cas. Ce chèque sera d'un montant de :

- 75 € pour les associations de séries territoriales et de 3<sup>ème</sup> division féminine ;
- 230 € pour les autres divisions.

Ce chèque sera restitué si l'opposition ou le refus sont déclarés fondés par la commission compétente.

### **• ARTICLE 253 - CAS PARTICULIERS DE JOUEURS OU JOUEUSES**

#### **1 - Joueur ou joueuse mineur(e)**

Pour un joueur ou **pour une** joueuse mineur(e), l'autorisation du ou des représentant(s) légal (légaux) est exigée (voir modèle figurant dans le présent règlement). La mutation sera accordée de droit en cas de changement de résidence du représentant légal ou d'absence d'équipe de sa catégorie dans l'association quittée. Les mutations présentant des difficultés pourront être soumises à la Commission Nationale de Contrôle des Mutations, laquelle prendra l'avis du Président de la Commission territoriale du Comité quitté. Ces demandes pourront être déposées jusqu'au 31 décembre de la saison sportive en cours.

Pour un joueur ou **pour une** joueuse de la catégorie des « moins de 15 ans » et au-dessous, les formalités sont les mêmes sauf qu'il n'y a aucune limitation de dates.

## **2 - Joueur ou joueuse déposant une deuxième demande de mutation dans la même saison**

### **- 1<sup>er</sup> cas :**      Mutation pour retour à l'association quittée :

Le joueur ou joueuse, de quelque catégorie que ce soit, ayant signé une demande de mutation et qui désirerait revenir à l'association où il ou elle était licencié(e) au cours de la saison précédente, devra déposer une nouvelle demande de mutation qui sera traitée par la Commission Nationale de Contrôle des Mutations de la F.F.R. ou par la Commission de Contrôle territoriale, selon le type de demande formulée.

S'il s'agit d'un joueur ou joueuse mineur(e), l'autorisation du ou des représentant(s) légal (légaux) sera exigée.

Le joueur ou la joueuse dont le dossier de mutation comportera l'accord du Président de l'association à laquelle appartient le joueur ou la joueuse pourra être « requalifié(e) » à sa précédente association avec une CARTE de QUALIFICATION comportant la lettre « M » ou « MC » (voir article **252.3**) suivant la période de référence des mutations.

**Le joueur ou la joueuse appartenant à la classe d'âge « moins de 19 ans » ou à une classe d'âge inférieure, qui sollicite un retour à l'association quittée, pourra se voir délivrer une carte de qualification comportant la lettre « M », à condition que cette demande soit accompagnée de la lettre donnant l'accord de l'association dans laquelle il ou elle est désormais licencié(e).**

**Le joueur appartenant à la classe d'âge « moins de 21 ans » licencié dans une association engagée dans la compétition Reichel A, qui sollicite un retour à l'association quittée, pourra se voir délivrer une carte de qualification comportant la lettre « M », à condition :**

- **Que cette demande soit accompagnée de la lettre donnant l'accord de l'association dans laquelle il est licencié ;**
- **Et que l'association dans laquelle il sollicite son retour ne possède pas elle aussi une équipe engagée dans la compétition Reichel A.**

En cas de refus du Président de l'association qui l'avait accueilli(e), le joueur ou la joueuse restera affilié(e) à cette association.

Toutefois, sur requête de la précédente association, la Commission Nationale de Contrôle des Mutations de la F.F.R. ou la Commission de Contrôle territoriale (pour les dossiers concernant les séries territoriales) ouvrira un dossier et effectuera une enquête lui permettant de prendre toute décision à ce sujet.

### **- 2<sup>ème</sup> cas :**      Mutation pour une deuxième association :

Le joueur ou la joueuse ayant déjà signé une demande de mutation et qui serait amené(e) à formuler une deuxième demande pour une autre association, devra justifier de cette nouvelle demande et fournir obligatoirement l'accord des deux associations précédentes ainsi que la CARTE DE QUALIFICATION.

Dans le cas d'accord des deux associations, le joueur ou la joueuse pourra obtenir une CARTE DE QUALIFICATION comportant la lettre « M » ou « MC » (voir article **252.3**) suivant la période de référence des mutations.

La Commission Nationale de Contrôle des Mutations de la F.F.R. se réserve le droit de prendre toute décision à ce sujet et notamment de refuser toute deuxième demande de mutation qui apparaîtrait manifestement abusive ou formulée afin de détourner les règles et principes prévus par les Règlements généraux.

## **3 - Joueur ou joueuse faisant l'objet d'une suspension ou d'une radiation**

Le joueur ou la joueuse faisant l'objet d'une suspension en cours d'exécution peut formuler une demande de mutation. Toutefois, il ou elle ne sera qualifié(e) dans sa nouvelle association qu'à la date du terme de sa suspension.

Le joueur ou la joueuse faisant l'objet d'une radiation ne pourra en aucune façon déposer un dossier de demande de mutation avant sa requalification.

## **4 - Joueur ou joueuse « non renouvelé(e) » dans son association**

Un joueur ou joueuse actif(ve) en rugby « compétition » ou « éducatif » au cours de la saison précédente est soumis(e) pour la saison en cours au régime des mutations.

Un joueur ou joueuse non renouvelé(e) durant la saison en cours devient un joueur ou une joueuse « archivé(e) » la saison suivante. Il ou elle pourra déposer une demande d'affiliation dans l'association de son choix. Aucun joueur ou joueuse « archivé(e) » est soumis(e) aux indemnités de formation.

## **5 - Mutations intra Comités d'Outre-mer**

Voir Titre IX des présents règlements.

**Dans les Comités de Nouvelle-Calédonie et de Wallis et Futuna, la période de mutation intra-comité s'achève le 28 février. Jusqu'à cette date, tout(e) joueur(se) muté(e) se verra délivrer une carte de qualification comportant la lettre « M ».**

## **6 - Mutations d'un Comité d'Outre-mer vers un Comité métropolitain**

**Les joueurs ou les joueuses mutant d'une association d'un Comité d'Outre-mer vers une association d'un Comité métropolitain pourront se voir délivrer une carte de qualification comportant la lettre « M » à condition d'en faire la demande dans le délai d'un mois suivant l'arrivée en métropole, pièces justificatives à l'appui.**

## • **ARTICLE 254 - TRAITEMENT DES DOSSIERS.**

Les dossiers sont traités soit par le Comité territorial de l'association choisie, soit après instruction, et transmission à la F.F.R., par cette dernière.

### **1 - Dossiers traités par le Comité territorial de l'association choisie par le joueur ou la joueuse.**

- Durant les périodes libres, autorisées et contrôlées, toutes les demandes de mutation en faveur d'une association de Série Territoriale et de 3<sup>ème</sup> Division féminine comportant ou non une opposition ou une autorisation seront traitées par le Comité territorial d'accueil.
- Durant les périodes libres, autorisées et contrôlées, toutes les demandes de mutation, sans opposition ou comportant l'autorisation de l'association quittée, en faveur des associations des Clubs professionnels, Divisions fédérales et 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> Divisions féminines seront traitées par le Comité territorial d'accueil.

Les demandes comportant une opposition ou un refus seront transmises à la Commission Nationale de Contrôle des Mutations.

Les demandes de mutation concernant des joueurs sous contrat homologué avec une association de 1<sup>ère</sup> Division fédérale sont de la compétence de la F.F.R.

**Rappel** : La mutation d'un joueur en provenance d'un autre Comité ne pourra être accordée qu'à réception par le Comité territorial nouveau de la lettre de sortie du Comité territorial quitté justifiant de l'acquittement de l'indemnité de formation.

Dans le cas des mutations traitées par la F.F.R., cette lettre de sortie sera adressée par le Comité territorial quitté au Comité territorial nouveau qui la transmettra à la F.F.R.

En cas de changement de Comité territorial, c'est celui dont relève l'association nouvelle qui assurera le traitement du dossier (voir Annexe).

### **2 - Dossiers traités par la F.F.R.**

- Toutes les demandes de joueurs ou joueuses de 19 ans et plus en faveur :
  - De groupements professionnels, en qualité de joueur sans contrat ;
  - Des associations des Divisions Fédérales et Féminines :
    - Toutes les demandes de mutation comportant une opposition ;
    - Toutes les demandes de mutation déposées durant la période de « Contrôle des mutations » et comportant un écrit d'avis défavorable de l'association quittée ;
- Toutes les demandes des joueurs étrangers de toutes provenances.

## • **ARTICLE 255 – COMPETENCES DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES MUTATIONS ET DE LA COMMISSION D'APPEL**

**1** - Les dossiers assortis d'une « opposition nominale » ou d'une lettre refusant l'accord de l'association quittée seront traités par la Commission Nationale de Contrôle des Mutations, à l'exception de ceux des associations de série territoriale qui eux seront directement traités par la Commission territoriale dont dépend l'association et vers laquelle le joueur ou la joueuse souhaite muter.

**2** - Les dossiers d'opposition concernant les joueurs mutant d'une association amateur vers un groupement professionnel ou d'un groupement professionnel vers une association amateur seront traités par la Commission Nationale de Contrôle des Mutations après avis si besoin, de la Commission de Qualification F.F.R./L.N.R.

**3** - La Commission Nationale de Contrôle des Mutations peut être saisie, ou se saisir, de tous les cas repris ou non, dans les différents articles du présent règlement. La présentation de documents erronés pourra entraîner des sanctions sportives et financières à l'encontre du (ou des) dirigeant(s) fautif(s), du joueur ou de la joueuse et l'annulation de la qualification prononcée.

**4** - La Commission Nationale de Contrôle des mutations est compétente pour prendre toute décision dérogatoire aux dispositions du présent règlement. Une telle décision doit cependant être justifiée par des considérations liées à la situation particulière du demandeur.

**Lorsqu'elle est saisie d'une demande de dérogation, la Commission Nationale de Contrôle des Mutations convoque le demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'elle lui adresse au moins 15 jours avant la date de la séance.**

**Lors de celle-ci, l'intéressé peut être accompagné d'une ou plusieurs personnes de son choix. S'il ne parle pas ou ne comprend pas suffisamment la langue française, il peut se faire assister, à ses frais, d'une personne capable de traduire les débats.**

**La Commission Nationale de Contrôle des Mutations peut valablement délibérer lorsque trois au moins de ses membres sont présents. Elle délibère à huis clos et statue par une décision motivée qu'elle notifie à l'intéressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée au siège social de son association.**

5 - La Commission d'Appel territoriale a compétence sur toutes les décisions prises par la Commission Territoriale de Contrôle des Mutations.

6 - La Commission d'Appel Fédérale a compétence en dernier ressort sur toutes les décisions prises par la Commission Nationale de Contrôle des Mutations ou par une Commission d'Appel territoriale.

7 - Les procédures et saisines sont fixées par les règlements de la F.F.R.

## • **ARTICLE 256 - PROTECTION DES ASSOCIATIONS**

La protection des associations s'exerce par la voie d'une lettre d'opposition en observant les mêmes formes et délais que pour une « opposition nominale » (15 jours). Cette opposition doit être accompagnée de la liste nominative des joueurs ou joueuses concerné(e)s.

Les commissions, nationales pour les associations évoluant dans les compétitions de divisions fédérales, et territoriales pour les associations évoluant dans les compétitions territoriales, étudieront les demandes formulées dans le cadre de la protection des associations.

### **1 - Départs exagérés vers une association**

Il s'agit de départs de joueurs ou joueuses d'une association A vers une association B au cours d'une même saison. En cas d'opposition justifiée et acceptée par la commission compétente, ne pourront être autorisées que les mutations de :

- 3 JOUEURS maximum de la classe d'âge « plus de 19 ans » ou 3 JOUEUSES maximum de la classe d'âge « plus de 18 ans » ;
- et 2 JOUEURS maximum de la classe d'âge « moins de 19 ans » et au-dessous ou 2 JOUEUSES maximum de la classe d'âge « moins de 18 ans ».

### **2 - Départs massifs vers plusieurs associations**

Il s'agit de départs de joueurs ou joueuses « ACTIFS » d'une association A vers plusieurs associations B, C, D, etc...mettant en péril l'existence de l'association quittée.

Procédure :

La commission compétente fera procéder à une enquête par le Comité territorial. Cette enquête devra faire ressortir une balance des entrées (nom et prénom du joueur ou joueuse et de l'association quittée) et des sorties (nom et prénom du joueur ou joueuse et de l'association nouvelle) et ce, par classe d'âge, ainsi qu'un rapport détaillé sur les arguments éventuels présentés par l'association envers ces joueurs ou joueuses.

La commission compétente, après avoir pris connaissance des divers éléments, procédera à une enquête durant laquelle les dossiers seront bloqués pendant deux mois au maximum. Ensuite, la Commission Nationale ou Territoriale de Contrôle des Mutations jugera au cas par cas.

## • **ARTICLE 257 - PARTICIPATION D'UN JOUEUR OU JOUEUSE AUX COMPETITIONS**

Un joueur ou joueuse en instance de mutation [(est considéré(e) comme tel, tout joueur ou joueuse qui a signé une demande de mutation)] ne peut pas participer à un match officiel avant qu'une décision soit intervenue, accordant ou refusant la mutation et que notification lui en ait été faite (qualification dans sa nouvelle association) ou que lui soit signifié son maintien dans son association de départ.

Toute infraction à cette règle entraînera l'application des sanctions prévues à l'article 531 des règlements généraux pour l'équipe de l'association ayant utilisé les services d'un joueur ou joueuse en instance de mutation ou d'annulation.

Un joueur ou joueuse en instance de mutation peut, par contre, disputer des matches amicaux avec l'association choisie, sous réserve toutefois que cette dernière ait procédé aux formalités liées à la procédure et qu'ainsi, il ou elle soit assuré(e).

## • **ARTICLE 258 - CAS PARTICULIERS DES ASSOCIATIONS**

### **1 - Fusion de deux associations**

Dans le cadre de fusion de deux associations, tout joueur ou joueuse appartenant à l'une d'entre elles a la faculté de signer une demande de mutation dans le respect du présent règlement.

Les joueurs ou joueuses de l'association née de la fusion sont dans la situation suivante :

#### **1.1 - Fusion intervenue avant l'édition des CARTES DE QUALIFICATION**

Les joueurs ou joueuses sont porteurs d'une CARTE DE QUALIFICATION de l'une des deux associations fusionnées. La F.F.R. procèdera à la régularisation de cette situation sur ses supports informatiques.

## **1.2 - Fusion intervenue après l'édition des CARTES DE QUALIFICATION**

Pour la première saison de l'association, l'association issue de la fusion procèdera à l'établissement des liasses de mutation concernant les joueurs ou joueuses optant pour cette nouvelle association (exceptionnellement ces liasses seront remises gratuitement).

## **2 - Dissolution, radiation, mise en sommeil d'une association ou arrêt d'activité d'une équipe d'association**

Dans l'une de ces hypothèses, les demandes de mutation seront traitées selon les règles définies au présent règlement. Dans le cas où cela interviendrait à la suite de sanctions sportives, aucune mutation pour une autre association ne sera acceptée. La Commission Nationale de Contrôle des Mutations examinera chaque dossier en cas d'appel du joueur frappé d'interdiction de muter.

Dans l'une de ces hypothèses, la gratuité des liasses de mutation telle qu'indiquée à l'alinéa 1.2 n'est pas appliquée.

## **3 - Absence d'équipe dans une classe d'âge donnée**

Lorsqu'une association ne peut pas mettre à disposition une activité sportive dans une classe d'âge donnée au début de la saison sportive de la classe considérée, les joueurs ou joueuses peuvent présenter une demande de mutation conformément aux dispositions du présent règlement.

Cependant les imprimés de mutation des joueurs ou joueuses concerné(e)s seront délivrés à titre gracieux. Ils ou elles se verront attribuer une CARTE DE QUALIFICATION Normale « A » ou « B ».

## **• ARTICLE 259 - TUTORAT**

### **259-1 - Secteur fédéral**

#### **1 - Définition**

Le tutorat est une possibilité offerte à deux associations de se prêter mutuellement des joueurs ou joueuses avec pour objectif d'en faire progresser le niveau de jeu.

Une même association peut conclure un accord de tutorat avec différentes associations.

#### **2 - Associations et joueurs concernés**

L'association « tutrice » doit obligatoirement être classée à un niveau supérieur à celui de l'association dite « sous tutelle » **dans le même Comité ou les Comités limitrophes**. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux joueurs qualifiés comme joueurs sous contrat ou sous convention de formation homologuée par la L.N.R.

Un joueur ou joueuse muté(e) ne peut pas bénéficier d'un tutorat.

#### **3 - Durée**

L'accord de tutorat est valable pour la durée de la saison en cours. Il peut être renouvelé.

#### **4 - Procédure**

L'accord de tutorat est soumis à l'autorisation préalable de la F.F.R. La demande doit être réalisée à partir du formulaire prévu aux présents Règlements généraux. Il doit être transmis à la F.F.R., sous couvert du Comité territorial concerné avant le 1<sup>er</sup> novembre de la saison en cours (horodaté par ce dernier) et peut être modifié jusqu'à cette date.

L'accord de tutorat fait l'objet d'une demande sur un imprimé spécifique signé par :

- le Président de l'association « tutrice »,
- le Président de l'association « sous tutelle »,
- le Président du Comité territorial (ou des Comités territoriaux limitrophes),
- le Secrétaire Général de la F.F.R.

Afin de valider le tutorat, les cartes de qualification (saison en cours) des joueurs et joueuses concernés doivent être jointes impérativement à la demande.

Après l'avoir signé et horodaté, le Comité territorial l'adressera pour approbation à la F.F.R. avant le 1<sup>er</sup> novembre de la saison en cours.

#### **5 - Période de prêt**

Les joueurs ou joueuses ont la possibilité, pendant la période de prêt, de disputer des rencontres avec l'association « sous tutelle » et l'association « tutrice » dans le respect des conditions définies à l'article 230 des présents règlements.

## **6 - Droits conférés par l'accord de tutorat**

Pendant la période de tutorat, les joueurs faisant l'objet d'un accord de tutorat sont autorisés à participer à des rencontres avec leur association d'origine et avec l'association avec laquelle cet accord a été conclu, sous réserve du respect des dispositions des articles 230 et 240 des Règlements généraux.

## **7 - Limitation du nombre de joueurs prêtés par chaque association**

- Joueurs de plus de 19 ans ou joueuses de plus de 18 ans
  - o L'association « tutrice » peut prêter jusqu'à cinq joueurs ou joueuses au maximum à l'association « sous tutelle ».
  - o L'association « sous tutelle » peut prêter jusqu'à trois joueurs ou joueuses au maximum à l'association « tutrice ».
- Joueurs de moins de 19 ans et de moins de 17 ans ou joueuses de moins de 18 ans
  - o L'association « tutrice » et l'association « sous tutelle » peuvent mutuellement se prêter jusqu'à trois joueurs ou joueuses au maximum.

## **8 - Nombre de joueurs ou joueuses « prêtés(es) » sur la feuille de match**

Le nombre de joueurs ou joueuses « prêté(e)s » pouvant être inscrit(e)s sur la feuille de match (remplaçants compris) sera au maximum de 3 pour toutes les catégories. L'accord de tutorat sur lequel figure la liste des joueurs concernés sera présentée à chaque rencontre dès lors qu'un(e) ou plusieurs joueurs(es) est (ou sont) inscrit(e)s sur la feuille de match.

## **259-2 - Dispositions relatives aux joueurs des clubs professionnels**

### 1 - Joueurs concernés

Un joueur sous convention de formation homologuée avec un centre de formation agréé d'un club professionnel pourra faire l'objet d'un tutorat.

En revanche, les joueurs qualifiés comme joueurs sous contrat professionnel ne peuvent faire l'objet d'un tutorat. Un joueur muté ne peut faire l'objet d'un tutorat.

### 2 - Club « tuteur » et association sous « tutelle ».

Le club « tuteur » est un club dont l'équipe première participe aux compétitions professionnelles et qui dispose d'un centre de formation agréé.

L'association sous « tutelle » est une association dont l'équipe « UNE » évolue en 1<sup>ère</sup> Division fédérale.

Le tutorat ne peut pas se faire entre deux clubs professionnels.

### 3 - Durée

L'accord de tutorat est valable pour la durée de la saison en cours. Il peut être renouvelé sous réserve que les joueurs et clubs concernés continuent à respecter les dispositions du présent article.

### 4 - Procédure

La demande de tutorat doit être réalisée à partir du formulaire prévu en annexe aux présents Règlements généraux. Il doit comporter les signatures des clubs demandeurs (clubs « tuteurs » et association sous « tutelle » ainsi que de l'ensemble des joueurs concernés).

Il doit être déposé à la F.F.R. avant le 31 décembre de la saison en cours. Il est horodaté à réception par cette dernière.

L'accord de tutorat est délivré par la F.F.R. après avis favorable de la Commission Formation F.F.R./L.N.R.

La F.F.R. appose sur les cartes de qualification (saison en cours) des joueurs concernés par l'accord de tutorat la mention suivante : « ACCORD DE TUTORAT » (Nom du club bénéficiaire).

### 5 - Droits conférés par l'accord de tutorat

Les joueurs du club « tuteur » faisant l'objet d'un accord de tutorat ont la possibilité, pendant la durée de celui-ci, de disputer des rencontres avec leur club d'origine et avec l'association sous « tutelle » dans le respect des conditions définies à l'article 230 des présents règlements et des dispositions du présent article.

Le joueur sous convention de formation homologuée faisant l'objet d'un tutorat pourra ainsi participer à la fois au championnat professionnel auquel participe son club, aux compétitions des catégories jeunes de son association « tutrice », et aux rencontres de l'Equipe première de l'association sous « tutelle » sous réserve que le club « tuteur » ne participe pas lors du même week-end à un match de compétitions « Espoirs ».

L'accord de tutorat ainsi conclu ne permet pas à des joueurs de l'association sous « tutelle » ne sont pas autorisés à participer à des rencontres au sein d'équipes du club « tuteur ».

## 6 - Limitation du nombre de joueurs faisant l'objet d'un tutorat

Le club « tuteur » peut placer « sous tutelle » jusqu'à 3 joueurs au maximum à l'association sous « tutelle ».  
Une association sous « tutelle » ne peut recevoir au total plus de trois joueurs faisant l'objet d'un tutorat.

## • **ARTICLE 260 - INDEMNITES DE FORMATION**

L'indemnité de formation a pour objet d'indemniser une association lors de la mutation d'un de ses licenciés vers une autre association au titre des efforts et des investissements consentis par l'association quittée.

En fonction des règles ci-après définies, une indemnité de formation est due, quel que soit le statut du joueur ou de la joueuse et du groupement ou de l'association concernés.

### **1 - Principes de versement de l'indemnité de formation**

Cinq groupes sont constitués :

- 1<sup>er</sup> Groupe :.....Groupements Professionnels (1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> Divisions)
- 2<sup>ème</sup> Groupe :.....Associations de 1<sup>ère</sup> Division Fédérale
- 3<sup>ème</sup> Groupe :.....Associations de 2<sup>ème</sup> Division Fédérale et de 1<sup>ère</sup> Division Féminine
- 4<sup>ème</sup> Groupe :.....Associations de 3<sup>ème</sup> Division Fédérale et de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> Division Féminine
- 5<sup>ème</sup> Groupe :.....Associations de Séries Territoriales

### **Nota : L'appartenance d'une association à un groupe est définie :**

- pour l'association quittée, par le groupe dans lequel elle a évolué la saison précédente ;
- pour l'association nouvelle, par le groupe dans lequel elle évolue la saison en cours.

Toute association des quatre premiers groupes qui accueille un joueur **ou une joueuse** est redevable de l'indemnité de formation à l'association quittée par ledit joueur lorsque cette dernière est :

- a) Située dans le même groupe que le sien ;
- b) Située dans l'un quelconque des groupes inférieurs au sien ;
- c) Située dans le groupe immédiatement supérieur au sien.

### **Champ d'application des dispositions relatives aux indemnités de formation**

Les dispositions suivantes sont applicables aux joueurs **ou aux joueuses** :

- Mutant d'une association amateur vers une autre association amateur,
- Mutant d'une association amateur vers un groupement professionnel, sans ou sous contrat,
- Mutant d'un groupement professionnel sans contrat vers une association amateur ou un autre groupement professionnel sans contrat,
- Mutant d'un groupement professionnel sans contrat vers un groupement professionnel sous contrat.

### **2 - Montant de l'indemnité de formation**

Le montant de l'indemnité de formation est fixé selon le groupe d'appartenance de l'association d'accueil **d'une part**, et le niveau du joueur **ou de la joueuse** concerné(e), **d'autre part**.

**Le tableau comportant les montants des indemnités de formation figure dans le Règlement financier (Titre VI) de la F.F.R.**

### **3 - Joueur quittant un Centre de formation agréé**

Cette disposition s'applique dans le cas d'un joueur quittant le centre de formation **agréé ou labellisé** :

- d'une association de division fédérale ou
- d'un club professionnel relégué à l'issue de la saison précédente en division fédérale.

Dans l'une ou l'autre de ces hypothèses et sous réserve des autres conditions prévues au présent article (période de référence et sélections), les indemnités de formation prévues au tableau ci-dessus seront appliquées, majorées d'un coefficient de 1,5.

Dans le cas où le montant de l'indemnité de formation serait égal à zéro du fait d'une non-sélection du joueur concerné pendant la période de référence, le montant de l'indemnité due par le club nouveau au club quitté sera forfaitairement fixé à 3 000 €uros.

### **4 - Durée de formation prise en compte**

L'indemnité de formation ne sera versée que pour les joueurs ou joueuses licencié(e)s au minimum et successivement pendant DEUX SAISONS dans l'association quittée.

### **5 - Joueur quittant un centre de formation agréé d'un groupement professionnel au profit :**

#### **a) d'une association de 1<sup>ère</sup> Division fédérale**

Dans l'hypothèse où un joueur sous convention avec un centre de formation agréé d'un groupement professionnel viendrait à l'issue de sa formation, à refuser le contrat professionnel proposé par son groupement formateur dans les conditions prévues par le statut du joueur en formation ou à résilier en cours d'exécution sa convention de formation sans juste motif et muterait au profit d'une association de 1<sup>ère</sup> Division fédérale, les dispositions suivantes seront appliquées :

- Dans l'hypothèse où une indemnité de formation serait due par application des dispositions du présent règlement, celle-ci devra être versée au groupement dont relève le centre de formation.
- Dans l'hypothèse où aucune indemnité de formation ne serait due en application du présent règlement, l'association de 1<sup>ère</sup> division Fédérale pour laquelle aura muté le joueur concerné, sera redevable au groupement dont relève le centre de formation du montant de 3 000 €.

#### **b) d'un groupement professionnel**

Dans ce cas de figure, application du régime des indemnités spécifiques prévues au statut du joueur en formation.

### **6 - Conditions particulières d'application du dispositif**

Lorsqu'un joueur effectue une deuxième mutation dans la même saison, l'indemnité de formation sera due par la deuxième association d'accueil :

- Qui remboursera la première association d'accueil du montant versé par celle-ci, au minimum ;
- Qui indemnifiera, le cas échéant, la première association quittée du complément d'indemnité qu'elle aurait été en droit de percevoir.

Dans le cas d'une mutation pour retour à l'association quittée dans la même saison, celle-ci remboursera la première association d'accueil du montant versé par celle-ci.

Lorsqu'un joueur est sélectionné, sa qualité de « sélectionné » ou « d'international » est prise en compte uniquement pour les deux saisons sportives qui précèdent la mutation.

En cas de pluralité de sélections pendant cette période, la nature de la sélection prise en compte sera celle dont le montant est le plus élevé.

Les Comités territoriaux devront obligatoirement adresser à la F.F.R. avant le 27 juin, date de fin de saison sportive, leur liste des joueurs et joueuses sélectionné(e)s selon les catégories définies au tableau « montants des indemnités de formation ».

Important : en l'absence de liste, les joueurs(es) seront considéré(e)s comme appartenant à la catégorie « non sélectionné ».

**6.1** - Lorsqu'une association a versé une indemnité au titre de la mutation d'un(e) joueur(se) la saison précédente et que ce(tte) joueur(se) mute la saison suivante vers une nouvelle association, cette dernière devra verser à l'association quittée 50% du montant versé par celle-ci au titre de la mutation précédente.

**6.2** - Lorsqu'un joueur(se) décide de muter pour retourner dans son association quittée après avoir passé deux saisons maximum dans une autre association, le montant de l'indemnité de mutation éventuellement dû, en application du tableau prévu à l'article 260.2, par l'association bénéficiaire de la mutation du joueur concerné sera divisé par deux sur le montant perçu par l'association quittée après déduction des 20% représentant la part du Comité territorial.

### **7 - Cas particulier des licenciées féminines**

En ce qui concerne les féminines, il n'existe pas d'exception pour le 5<sup>ème</sup> Groupe. Ainsi, quelle que soit l'association d'accueil, le montant de l'indemnité est fonction de la future appartenance de la joueuse à l'une des trois divisions dans lesquelles évolue l'équipe féminine au barème indiqué à l'article 260.1.

Par contre, il n'y a pas d'indemnité de formation pour la classe d'âge des « moins de 18 ans » dès lors que la mutation est rendue nécessaire par l'absence d'activités de l'association quittée dans la classe d'âge considérée.

### **8 - Recensement et validation des indemnités de formation**

Une association quittée dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la lettre de démission d'un de ses joueur(se)s pour déposer sur le formulaire prévu à cet effet, une demande d'indemnité de formation. Cette demande devra être transmise par lettre recommandée avec avis de réception à la nouvelle association, au Comité territorial quitté et au nouveau Comité territorial du (de la) joueur(se) concerné(e).

Cette demande ne pourra être validée qu'à la condition d'avoir été adressée cumulativement à ces trois destinataires, dans la forme et délai requis.

Lorsqu'une telle demande est déposée dans le délai prescrit, l'association auprès de laquelle le joueur a déposé une demande de mutation doit joindre au dossier de mutation, un chèque à l'ordre de son Comité territorial (ou à la F.F.R. pour les joueurs professionnels - liste « L »), d'un montant correspondant à celui dû au titre de l'indemnité de formation telle que définie au tableau « MONTANTS DES INDEMNITES DE FORMATION ».

La mutation ne pourra être accordée avant paiement du montant dû et réclamé par l'association quittée, dans les formes ci-dessus, sauf à ce que le Comité territorial de la nouvelle association se substitue au paiement.

Le Comité territorial d'accueil veillera à la stricte application de cette règle.

### **9 - Paiement des indemnités de formation**

Le paiement des indemnités de formation interviendra de Comité à Comité **au plus tard deux mois après la qualification du joueur dans sa nouvelle association**. Ainsi, celles-ci seront versées par le Comité territorial d'accueil au Comité territorial de l'association quittée.

Dans tous les cas de mutation et dès lors qu'il a reçu une indemnité de formation, le Comité territorial dont l'association est concernée versera 80% du montant à l'association quittée et conservera 20% du montant pour aider les actions de formation et soutenir l'emploi des Cadres de Rugby Territoriaux.

Dans l'hypothèse où une association ne sollicite pas ou fait abandon de l'indemnité de formation due, le Comité territorial quitté pourra réclamer à la nouvelle association les 20% du montant prévu par le présent règlement **au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de la saison en cours.**

#### **10 - Litiges concernant une indemnité de formation**

En cas de litige, le Comité territorial demandeur saisira la Commission des Règlements de la F.F.R. à qui reviendra la responsabilité d'instruire le dossier et de régler le différend.

Dans cette hypothèse, la mutation du (de la) joueur(se) concerné(e) ne pourra intervenir avant la décision de la Commission des règlements.

Si le joueur a déjà été qualifié pour sa nouvelle association, le paiement de l'indemnité de formation interviendra suivant la décision de la Commission des règlements.

Les opérations de débit ou de crédit des comptes des Comités territoriaux concernés sont alors effectuées par la Trésorerie générale de la F.F.R.

Chaque Comité territorial fera ensuite son affaire du débit ou du crédit des comptes des associations.

#### **11 - Indemnité de formation dans le cas d'une mutation internationale**

##### Principe :

La première mutation-affiliation d'un joueur ou d'une joueuse relevant d'une autre fédération membre de l'International Rugby Board en faveur d'une association affiliée à la F.F.R. donnera lieu au versement d'une indemnité de formation.

Cette disposition sera applicable sous réserve que le joueur ou la joueuse concerné(e) ait été rattaché(e) auprès d'une fédération membre de l'I.R.B. au cours d'une ou plusieurs saisons précédentes.

##### Montant :

Le montant de cette indemnité de formation sera déterminé par le statut du joueur/joueuse concerné(e) :

Niveau du joueur	Niveau de la fédération d'origine	
	Cat. 1* et Cat. 2*	Autres Catégories*
- International senior à XV	12 000 €	6 000 €
- International senior à 7	6 000 €	3 000 €
- International jeune « - 18/19 ans » et « - 20/21 ans »	3 000 €	3 000 €
- Non sélectionné	1 000 €	1 000 €

Pour les féminines, les montants de l'indemnité de formation indiqués ci-dessus sont à diviser par deux.

\* **Catégorie 1** = Angleterre, Australie, Ecosse, Italie, Pays de Galles, Irlande, Argentine, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud.

\* **Catégorie 2** = Samoa, Tonga, Fidji, Japon, Canada, USA, Roumanie, Géorgie, Espagne, Portugal, Allemagne, Russie.

\* **Autres Catégories** = autres nations affiliées à l'I.R.B.

##### Procédure :

Il incombe à l'association souhaitant bénéficier de la mutation d'un joueur ou d'une joueuse en provenance d'une fédération étrangère de transmettre à cette dernière, outre l'autorisation de sortie prévue par les Règlements de la F.F.R. et de l'I.R.B., le formulaire destiné à déterminer le niveau de pratique dudit joueur ou joueuse [international(e) ou non].

La première demande de qualification auprès d'une association affiliée de la F.F.R. d'un joueur ou d'une joueuse relevant d'une fédération étrangère doit comporter, outre les autres pièces requises par les Règlements de la F.F.R., les pièces suivantes :

- Formulaire relatif à la qualité de joueur ou joueuse international(e) dûment complété par la fédération concernée ;
- Chèque établi par l'association bénéficiaire à l'ordre de la F.F.R. d'un montant correspondant à la qualité du joueur ou joueuse telle que résultant des informations déclarées par la fédération d'origine.

L'absence de l'une ou l'autre de ces pièces constitue un motif de refus de la qualification du joueur ou de la joueuse concerné(e).

Les montants collectés par la F.F.R., en application de cette disposition, seront versés par cette dernière à l'I.R.B. (ou à ses associations continentales pour les fédérations qui en sont membres dès lors que ce dispositif aura été adopté par ces dernières). Il incombera à l'I.R.B. (et à ses associations continentales) de redistribuer les montants ainsi collectés aux fédérations concernées.

- **ARTICLE 261 – JOUEUR OU JOUEUSE PRECEDEMMENT RATTACHE(E) A UNE FEDERATION ETRANGERE**

Un joueur ou une joueuse de nationalité française ou étrangère, **précédemment** rattaché(e) à une fédération étrangère **et sollicitant son affiliation à la F.F.R.**, est considéré(e) comme muté(e).

En conséquence, aucune **affiliation** de ce type ne pourra intervenir après la période des mutations. Les lettres « M » ou « MC » seront apposées sur la carte de qualification du joueur **ou de la joueuse** concerné(e), selon la date de sa demande.

La date prise en compte est celle du jour où est validé informatiquement **le formulaire de demande d'affiliation du joueur ou de la joueuse concerné(e) et non celle du jour où il est imprimé.**

Pour l'application **des** dispositions ci-dessus, est considéré(e) comme **ayant été précédemment** rattaché(e) à **une fédération étrangère**, tout joueur ou **toute** joueuse **qui était** licencié(e) auprès d'une Fédération membre de l'I.R.B. au cours d'une ou plusieurs saisons précédentes.

**CHAPITRE V** - **DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES RELATIVES AU STATUT DU JOUEUR ET DE L'ENTRAÎNEUR DE FÉDÉRALE 1. PROCÉDURES D'HOMOLOGATION DES CONTRATS, DE MUTATION ET DE QUALIFICATION.**

**ARTICLE 270 - Disposition préalable :**

Peuvent seuls être invités à participer au Championnat de France de Fédérale 1, les clubs membres de l'organisation représentative des employeurs signataire du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1, ou ceux qui sans être membre de cette dernière, ont formellement accepté les dispositions dudit statut. Le non-respect de cette disposition entraîne le refus d'invitation au Championnat de France de Fédérale 1 prononcée par le Comité Directeur de la F.F.R. après mise en demeure de régulariser la situation constatée restée sans effet dans le délai impartis.

**Section 1 - Homologation et enregistrement des contrats de joueurs et d'entraîneurs de Fédérale 1**

**1) Dispositions générales - Principe et portée de l'homologation**

**Article 271 - Principe**

Les contrats de travail conclus par un club évoluant en Fédérale 1 soit avec les entraîneurs de l'Equipe première soit avec les joueurs, sont soumis aux conditions de fond et de forme fixées par le Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1.

**Article 272 – Contrats pour lesquels l'homologation est obligatoire**

Conformément aux stipulations du Statut du joueur et de l'entraîneur de fédérale 1, les contrats de travail, ainsi que leurs avenants et modifications, conclus entre un club d'une part et un entraîneur ou un joueur d'autre part, **sont** soumis à la procédure d'homologation dès lors que la rémunération **fixe mensuelle brute** prévue au contrat est supérieure **ou égale** à 1 000 Euros. Pour la détermination de ce seuil, les éléments de rémunération pris en compte sont fixés par le Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1.

Tout dossier d'homologation d'un contrat ou avenant déposé par un club ne peut être retiré ultérieurement par ce club.

L'homologation des contrats des joueurs et des entraîneurs relève de la compétence de la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 après le cas échéant, avis favorable de la D.N.A.C.G. au plan financier.

La portée de l'homologation sur l'entrée en vigueur du contrat est fixée par le Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1.

L'homologation ou l'enregistrement d'un contrat par la F.F.R. ne valent pas acquiescement de cette dernière de la validité et des conditions dans lesquelles sera exécuté ledit contrat lesquelles relèvent des seules parties.

Lorsque l'homologation du contrat est obligatoire :

- \* Elle constitue un préalable à la reconnaissance du joueur ou de l'entraîneur concerné en tant que joueur **ou entraîneur** sous contrat de fédérale.
- \* Elle peut en outre constituer un élément déterminant du type de carte de qualification délivrée au joueur ou à l'entraîneur concerné.

La F.F.R. peut par ailleurs suspendre dans l'attente de régularisation, ou retirer à titre de mesure administrative, la carte de qualification d'un joueur ou d'un entraîneur dont l'homologation du contrat n'aurait pas été réalisée ou aurait été refusée.

Le non-respect du préalable obligatoire de l'homologation est susceptible d'entraîner à l'encontre du club concerné une sanction financière de 1 000 à 10 000 Euros par contrat non homologué ainsi qu'une sanction pour le(s) joueur(s) concerné(s) allant de l'avertissement à la suspension pour une durée déterminée.

Nonobstant ce qui précède, la F.F.R. peut suspendre dans l'attente de régularisation, ou retirer à titre de mesure administrative, la carte de qualification d'un joueur ou d'un entraîneur dont l'enregistrement du contrat n'aurait pas été réalisé ou aurait été refusé.

Ces sanctions ne sont pas exclusives, d'autres mesures ou sanctions sont susceptibles d'être prises concernant le contrôle et/ou la limitation de la masse salariale du club concerné.

## **Article 273 - Contrats pour lesquels l'enregistrement est obligatoire**

Conformément aux stipulations du Statut du joueur et de l'entraîneur de fédérale 1, les contrats de travail, ainsi que leurs avenants et modifications, conclus entre un club d'une part et un entraîneur ou un joueur d'autre part, dont la rémunération **fixe** mensuelle **brute** est supérieure ou égale au montant correspondant à la rémunération minimum pour la durée minimale de travail fixée par le Statut du joueur et de l'entraîneur et inférieure à 1 000 Euros sont soumis à la procédure d'enregistrement par la F.F.R.

Pour la détermination de ce seuil, les éléments de rémunération pris en compte sont fixés par le Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1.

Lorsque l'enregistrement du contrat est obligatoire, il peut constituer un élément déterminant du type de carte de qualification délivrée au joueur ou à l'entraîneur concerné.

L'enregistrement permet notamment le contrôle par la F.F.R. et la D.N.A.C.G de la masse salariale des clubs. Le non respect de la procédure d'enregistrement est susceptible d'entraîner pour le club concerné une sanction financière de 760 à 7 500 €uros par contrat non déclaré ainsi qu'une sanction pour le joueur **ou l'entraîneur** concerné allant de l'avertissement à la suspension pour une durée déterminée.

Ces sanctions ne sont pas exclusives, d'autres mesures ou sanctions sont susceptibles d'être prises concernant le contrôle et/ou la limitation de la masse salariale du club concerné **en application du règlement de la D.N.A.C.G.**

La procédure d'enregistrement des contrats est prévue au règlement de la D.N.A.C.G.

**Un exemplaire du contrat soumis à la procédure d'enregistrement, établi selon le modèle de contrat prévu par le Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1, devra être transmis à la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 dans un délai maximum de :**

- **8 jours à compter de sa signature pendant la période officielle des mutations. Les contrats conclus à l'échéance de la période officielle des mutations doivent être transmis dans les 72 heures à compter de leur signature.**
- **15 jours à compter de sa signature en dehors de la période officielle des mutations.**

**A défaut, il sera appliqué au Club une mesure administrative automatique de 150 euros par Joueur (Entraîneur) et par jour de retard.**

## ***2) Limites quantitatives à l'homologation et à l'enregistrement des contrats***

### **Article 274 – Principe de conformité avec les règlements et décisions de la D.N.A.C.G.**

Les contrats des joueurs et entraîneurs soumis à homologation ou enregistrement doivent, au plan financier, respecter les dispositions des Règlements de la D.N.A.C.G. et les mesures éventuellement prononcées par la D.N.A.C.G. à l'encontre du club concerné.

## ***3) Priorité d'homologation***

### **Article 275 - Ordre prioritaire d'homologation en cas de signature de contrats dans des clubs différents**

Est considéré comme étant homologué en priorité le contrat posté le premier (le cachet de la poste faisant foi) dans l'hypothèse où deux ou plusieurs contrats ont été signés par le même joueur ou entraîneur en faveur de clubs différents. En cas d'envoi le même jour, la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 appréciera à l'aide de tous moyens quel est celui des contrats qui paraît avoir été signé le premier.

Tout joueur ou entraîneur signataire de deux ou plusieurs contrats dans des clubs différents, ainsi que tout club complice d'un tel agissement, est passible des sanctions prévues par le Règlement disciplinaire de la F.F.R.

Il en va de même pour le club qui aurait conclu un contrat méconnaissant les obligations du joueur vis-à-vis du club quitté.

## ***4) Traitement des demandes d'homologation***

### **Article 276 – Traitement des demandes d'homologation conformément à l'annexe correspondante**

Les demandes d'homologation sont traitées conformément aux dispositions figurant en annexe au présent règlement.

### **Article 277 – Date limite de dépôt des demandes**

Les dossiers non parvenus complets à la F.F.R. et dans les formes requises au plus tard 72 heures avant le déroulement d'une rencontre pourront n'être traités qu'après le déroulement de cette dernière.

## **5) Mutation des joueurs sous contrats enregistrés ou homologués**

### **Article 277-1 – Mutation des joueurs sous contrat enregistrés ou homologués**

Sauf dispositions particulières fixées par le présent règlement, les joueurs sous contrats enregistrés ou homologués sont soumis au règlement des mutations de la F.F.R. concernant notamment les périodes de mutations ainsi que la procédure applicable en vue de l'autorisation de mutation.

Sauf dispositions particulières, les contrats soumis à la procédure d'enregistrement ou d'homologation doivent obligatoirement être signés pendant les périodes pendant lesquelles les mutations sont autorisées, conformément au Chapitre IV du Titre II des Règlements généraux de la F.F.R.

### **Section 2 – Dispositions particulières relatives à l'homologation**

#### **1) Modification de la situation du joueur en cours de saison dans le même club**

##### **Article 278 – Changement de situation d'un joueur avec le même club**

Les joueurs qualifiés au cours d'une saison dans un club en tant que joueur sous contrat peuvent, au cours de la saison, signer un nouveau contrat ou un avenant dans ce même club, dans le respect du règlement de la D.N.A.C.G.

**Les joueurs qualifiés dans un club en tant que joueur amateur peuvent signer un contrat au cours de la saison avec ce même club, dans le respect du présent règlement et du règlement de la D.N.A.C.G.**

#### **2) Conséquences d'un refus d'homologation de contrat**

##### **Article 279 – Conséquence sur l'affiliation du joueur ou de l'entraîneur auprès du club d'origine**

En cas de refus d'homologation du contrat, le joueur restera affilié dans son club sauf :

- \* mutation accordée au profit d'un autre club pendant la période correspondante,
- \* dérogation accordée par la Commission Nationale de Contrôle des mutations après avis de la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1.

De même, l'entraîneur dont l'homologation du contrat aura été refusée pourra, à compter de la date de notification de la décision, signer un contrat dans un autre club, et ce sans condition liée à la période de signature du contrat dans le nouveau club.

L'homologation du contrat conclu par le joueur ou l'entraîneur avec son nouveau club s'opère conformément à la procédure normalement applicable.

#### **3) Mutation d'un joueur sous contrat homologué :**

##### **Article 280 – Interdiction de mutation sauf rupture préalable du contrat**

Un joueur sous contrat homologué avec un club de Fédérale 1 ne peut être autorisé à muter ou conclure un contrat pour un autre club amateur ou professionnel qu'à la condition que son contrat initial ait été au préalable rompu.

Cet élément est constaté par :

- un avenant de **rupture** réalisé sur le document type prévu à cet effet et annexé au statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1, dûment signé par le club et par le joueur concerné,
- la Commission du Statut du joueur de fédérale 1 pour un des cas prévu au présent règlement.

La mutation ainsi réalisée au profit d'un autre club amateur ou la signature d'un contrat au profit d'un club professionnel devra en outre être réalisée dans le respect des règlements de la F.F.R. ou de la L.N.R. le cas échéant.

#### **4) Non admission du club en Championnat de France de Fédérale 1**

##### **Article 281 – Conséquences en cas de non admission en Fédérale 1**

En cas de non-admission d'un club en Championnat de France de Fédérale 1 pour lequel il était qualifié sportivement, le joueur pourra muter au profit d'un autre club pendant la période des mutations, dans le respect des règlements en vigueur.

Si cette non-admission intervient après la clôture de la période officielle des mutations, la F.F.R. pourra prendre toute disposition pour autoriser, par dérogation, le joueur concerné à conclure un contrat dans le club de fédérale 1 de son choix (sous réserve que celui-ci y soit autorisé au plan financier par la D.N.A.C.G.) et/ou à muter pour autre club pendant une période donnée.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux entraîneurs, sans condition liée à la période signature du contrat dans le nouveau club.

## **5) Conséquences particulières de la résiliation anticipée du contrat**

### **Article 282 – Cas dans lesquels le joueur est reconnu libre de tout engagement**

**282.1.** Au cas où, en application du Statut du joueur de Fédérale 1, un joueur est reconnu - en-dehors de la période officielle des mutations - comme libre de tout engagement à l'égard du club avec lequel il était sous contrat par suite :

- \* du non paiement par le club de la rémunération à l'expiration du délai de mise en demeure adressée par le joueur ;
- \* de la rupture du contrat dans le cadre du déroulement d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire ;
- \* de la rupture du contrat à l'initiative du club, reconnue comme abusive par la Commission du Statut du joueur de Fédérale 1,

... la Commission Nationale de Contrôle des mutations pourra prendre toute disposition pour autoriser, pendant une période donnée, le joueur concerné à signer un contrat dans le club de Fédérale 1 de son choix (sous réserve que celui-ci y soit autorisé par la D.N.A.C.G.) ou à muter au profit de tout club.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux entraîneurs, sans condition liée à la période signature du contrat dans le nouveau club.

**282.2.** Tout joueur ou entraîneur qui utiliserait la faculté de résiliation anticipée de son contrat prévue par **les articles L.1243-1 à L.1243-4** du Code du travail au motif qu'il justifie d'une embauche en contrat à durée indéterminée par un autre employeur, verra l'homologation de son contrat avec un autre club refusée, et ne sera pas qualifié pour participer au Championnat de France de Fédérale 1 pour la fin de la saison sportive en cours et pour la saison suivante.

### **Section 3 – Qualification des joueurs sous contrat homologué :**

#### **Article 283 – Type de licence accordée aux joueurs sous contrat homologué**

Les joueurs dont le contrat a été homologué par la F.F.R. se voient délivrer une licence de joueur sous contrat de Fédérale 1.

#### **Article 284 – Qualification en tant que joueur sous contrat, des joueurs ayant évolué sous contrat professionnel, pluriactif ou espoir au sein d'un club participant aux compétitions organisées par la L.N.R.**

**En application de l'article 1.3 du Chapitre 1 du Titre II du Statut du Joueur et de l'Entraîneur de Fédérale 1, un joueur ayant évolué sous contrat professionnel, pluriactif ou espoir, lors de la saison en cours ou de l'une des deux saisons précédentes, au sein d'un club participant aux compétitions organisées par la LNR, est autorisé à participer au Championnat de France de Fédérale 1 en qualité de joueur sous contrat dans les cas suivants :**

- 1) Après avoir évolué sous contrat professionnel ou pluriactif au sein d'un club participant aux compétitions organisées par la L.N.R., le joueur a conclu avec un club de Fédérale 1 un contrat de travail de joueur à temps plein, homologué par la F.F.R.**
- 2) Après avoir évolué sous contrat espoir au sein d'un club participant aux compétitions organisées par la L.N.R., le joueur a conclu avec un club de Fédérale 1 un contrat de travail dont le volume horaire équivalait au minimum à un mi temps, homologué ou enregistré par la F.F.R.**

#### **Article 284-1 – Dérogation**

**La Commission du Statut du Joueur et de l'Entraîneur de Fédérale 1 est compétente pour prendre toute décision dérogatoire aux dispositions susvisées, au regard de la situation professionnelle extra-sportive antérieure du demandeur et du contenu du contrat de travail de joueur de Fédérale 1 envisagé.**

**Une telle décision relève de l'appréciation souveraine de ladite Commission qui, dans le cadre de l'examen d'une demande de dérogation, pourra solliciter toutes pièces justificatives utiles au traitement de celle-ci.**

**Cette décision est susceptible d'appel dans les conditions de forme et de délai fixées à l'article 35-1 du Règlement Disciplinaire de la F.F.R.**

#### **1) qualification des joueurs étrangers**

#### **Article 285 – Qualification des joueurs étrangers**

Les clubs de Fédérale 1 doivent se conformer aux dispositions légales en vigueur en matière d'emploi de salariés étrangers.

Seuls les joueurs titulaires d'un contrat de travail homologué ou enregistré conformément aux stipulations prévues par le statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 sont considérés comme légalement employés.

Le type de carte de qualification délivré aux joueurs est fixé par l'article 235.2 des Règlements généraux de la F.F.R.

## **Article 285 bis – Respect des règlements de l'I.R.B.**

Tout recrutement et demande de qualification d'un joueur étranger doit se faire par ailleurs dans le respect des règlements de l'I.R.B. concernant en particulier les dispositions relatives à l'exigence d'une lettre de sortie.

### **2) Dispositions applicables aux clubs**

#### **Article 286 – Obligation générale des clubs et sanctions**

Tout club n'ayant pas respecté les engagements pris vis-à-vis d'un autre club, d'un joueur, d'un entraîneur, ou d'un tiers peut se voir sanctionner et retirer l'autorisation d'utiliser des joueurs **exclusifs**, quels que soient les résultats sportifs obtenus.

L'application de cette disposition relève de la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1.

#### **Article 287 – Interdiction du transfert du droit à indemnité**

Lors de la mutation d'un de ses joueurs sous contrat de travail homologué, un club membre de la F.F.R. peut seul prétendre au paiement des diverses indemnités qui en découlent. En conséquence, est prohibée la conclusion de toute convention par laquelle un club membre de la F.F.R. transférerait ces droits à indemnités à une personne morale ou physique tierce.

Les clubs ne peuvent se prévaloir de l'existence d'une valeur patrimoniale résultant de la fixation des indemnités auxquels ils peuvent prétendre en cas de mutation d'un ou plusieurs de leurs joueurs.

De ce fait, ils s'interdisent d'apporter de telles valorisations comme garanties de quelque opération que ce soit.

La violation des dispositions du présent article est passible :

- \* d'une amende infligée au club, au moins égale au montant des sommes indûment versées ;
- \* d'une sanction disciplinaire, pouvant aller jusqu'à la radiation prononcée à l'encontre des dirigeants s'étant prêtés aux opérations interdites.

Au demeurant, le non-respect des règles de l'alinéa 1<sup>er</sup> pourra entraîner la limitation d'homologation ou la non homologation des nouveaux contrats durant une ou plusieurs saisons.

La Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 a compétence pour statuer sur les infractions au présent article.

#### **Article 288 – Interdiction d'utilisation d'un joueur sous contrat avec un autre club**

Il est interdit à un club d'utiliser, de quelque manière que ce soit, les services d'un joueur sous contrat avec un autre club même si les effets en sont suspendus, sauf autorisation écrite et préalable de ce dernier ou autorisation de la F.F.R. Dans ce dernier cas, le club utilisant les services du joueur doit vérifier si ce dernier bénéficie d'une couverture adaptée et suffisante. Il doit, à défaut, contracter une assurance permettant de couvrir les risques liés à l'activité, à son service, du joueur considéré.

#### **Article 289 – Obligation de prévenance**

En ce qui concerne les joueurs :

Les présidents et autres dirigeants de clubs de Fédérale 1 s'obligent à prévenir par écrit dans les 48 heures le Président du club de Fédérale 1, lorsqu'ils apprennent qu'un joueur dudit club est en rapport, par quelque intermédiaire que ce soit, avec un dirigeant de leur club.

En ce qui concerne les entraîneurs :

Les présidents et autres dirigeants de clubs de Fédérale 1 s'obligent à prévenir par écrit dans les 48 heures le président du club auquel est contractuellement lié un entraîneur, lorsqu'ils apprennent que cet entraîneur est en rapport, par quelque intermédiaire que ce soit, avec un dirigeant de leur club.

Toute violation de ces dispositions concernant les joueurs et les entraîneurs est du ressort de la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1.

## **SECTION 4 – COMMISSION DU STATUT DU JOUEUR ET DE L'ENTRAINEUR DE FEDERALE 1**

### **Article 290 - Composition**

La Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 est composée de membres titulaires désignés dans les conditions suivantes :

- \* 8 personnalités, ayant des compétences juridiques et une connaissance du sport, dont :
  - o cinq sont désignées par le Comité Directeur de la F.F.R.,
  - o un représentant **de l' (des) organisation(s) représentative(s) des employeurs de Fédérale 1**,
  - o un représentant de (des) organisation(s) représentative(s) des joueurs de Fédérale 1,
  - o un représentant de (des) organisation(s) représentative(s) des entraîneurs.

Des membres suppléants sont désignés dans les mêmes conditions.

Les membres signent un engagement de confidentialité concernant toute information dont ils auront connaissance dans le cadre de leur participation à la Commission.

La Commission peut également faire appel à toute personne qualifiée pour participer à ses travaux à titre consultatif. Elle peut également solliciter un avis extérieur sur toute question relevant de sa compétence.

## **Article 290-1 – Compétences et fonctionnement**

### **290-1-1. Compétences**

Les compétences de la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 sont les suivantes :

- \* procéder à l'homologation de tous les contrats et avenants conclus par les clubs **de Fédérale 1** avec leurs joueurs (**exclusifs**, pluriactifs) et entraîneurs, dans les conditions prévues par le Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 et les Règlements de la F.F.R. ;
- \* procéder à l'enregistrement des règlements intérieurs des clubs, dans les conditions prévues par le Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 ;
- \* veiller à l'application des dispositions des Règlements de la F.F.R. relatives aux mutations des joueurs et entraîneurs vers un club de Fédérale 1, ainsi qu'aux dispositions du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 dans le cadre de la mission qui lui est confiée par le présent Règlement ;
- \* prononcer toute sanction prévue par les Règlements de la F.F.R. à la suite d'un manquement dont elle aurait connaissance dans l'exercice de ses missions, ainsi que toute autre sanction pour laquelle les Règlements de la F.F.R. lui attribuent expressément compétence (la Commission est notamment compétente pour sanctionner les manquements aux dispositions du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 selon les conditions prévues par le Règlement disciplinaire de la F.F.R.) ;
- \* **obtenir des clubs tous documents et/ou information lui permettant de s'assurer du respect des dispositions du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 et/ou du présent règlement;**
- \* donner un avis à la demande d'un joueur, d'un entraîneur, d'un club de Fédérale 1 ou de la F.F.R. sur toute question relative à l'interprétation et/ou à l'application de la réglementation qu'elle est chargée d'appliquer ;
- \* traiter, sans préjudice de la saisine des juridictions compétentes, les litiges individuels entre un joueur sous contrat ou convention ou un entraîneur sous contrat d'une part, et un club professionnel d'autre part.

Dans ce cadre, la Commission peut notamment exercer une mission de conciliation :

- o en cas de litige individuel entre un club de Fédérale 1 et un joueur ou un entraîneur sous contrat ;
- o en cas de litige entre deux clubs de Fédérale 1 liés à la mutation d'un joueur ou d'un entraîneur ;

En cas de litige porté à sa connaissance, la Commission peut elle-même provoquer l'engagement d'une procédure de conciliation.

Toute personne - physique ou morale - ayant sollicité l'engagement d'une procédure de conciliation, ou en ayant accepté le principe, et qui serait absente ou non représentée lors de la séance à laquelle elle a été régulièrement convoquée encourt une sanction.

A défaut de conciliation entre les parties, la Commission a compétence :

- o pour prendre toute décision qu'imposerait la situation créée (notamment prononcer l'homologation d'un contrat ou autoriser la mutation d'un joueur ou d'un entraîneur dans un autre club), indépendamment de toute action en justice qui pourrait être entreprise ;
- o pour adresser aux parties une proposition de conciliation.

### **290-1-2 - Fonctionnement**

#### Présidence :

Le Président de la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 est désigné par le Comité Directeur de la F.F.R. parmi les personnalités indépendantes, pour la durée du mandat des membres de la Commission. Un Président suppléant et un secrétaire de la Commission sont également désignés par le Comité Directeur.

Le Président établit l'ordre du jour ; il dirige et oriente les débats.

#### Convocation :

La Commission se réunit chaque fois qu'elle est convoquée par son Président ou sur demande du Comité Directeur de la F.F.R. Sauf lorsqu'elle statue en matière disciplinaire, la Commission peut valablement se réunir par conférence téléphonique.

#### Quorum :

Pour se réunir valablement en matière d'homologation de contrats, et en matière de conciliation, la présence d'au moins trois membres est requise.

#### Secrétariat :

Le secrétariat de la Commission est assuré par les services administratifs de la F.F.R. A ce titre, un ou plusieurs salariés de la F.F.R. assistent aux réunions de la Commission ; ils sont notamment chargés de rapporter les dossiers et de rédiger le procès-verbal.

#### Saisine :

La Commission peut être saisie pour les affaires relevant de sa compétence par un joueur, un entraîneur ou un club ayant un intérêt à agir, ainsi que par la F.F.R., et par les organisations représentant les joueurs, les entraîneurs et les clubs.

La saisine doit être adressée par la partie la plus diligente au Président de la Commission par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **Article 290-2 - Procédure**

Lorsqu'elle est valablement saisie, la Commission convoque les parties par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou leur demande de faire valoir leurs observations écrites.

Le litige est examiné dans les 30 jours ouvrables suivant la réception de la saisine de la Commission, sauf dans le cas où le Président de la Commission demande un complément d'étude ou d'instruction du dossier.

Les parties peuvent présenter leurs arguments en séance ou par écrit ; elles peuvent également se faire représenter et/ou accompagner par toute personne de leur choix.

La Commission peut valablement statuer en l'absence de conclusions présentées verbalement ou par écrit.

En cas d'urgence, appréciée par le Président de la Commission, la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 peut se réunir dans un délai minimum de 48 heures à compter de la date de sa saisine.

Dans l'exercice de sa mission de conciliation, elle entend et tente de rapprocher les parties au litige. La conciliation se matérialise le cas échéant par un procès-verbal de conciliation signé par les parties et le Président de séance.

En matière d'homologation des contrats, la Commission statue en application de la procédure fixée par les Règlements de la F.F.R., et des principes prévus par le Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1.

Lorsqu'elle statue en qualité d'organe disciplinaire, les règles de fonctionnement de la Commission, les conditions d'examen des dossiers et de déroulement de la procédure sont celles fixées par le Règlement disciplinaire de la F.F.R.

Lorsqu'une ou des organisations représentant les joueurs, les entraîneurs ou les clubs (ou la Commission paritaire du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1) est (sont) directement auteur(s) de la saisine de la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 ou demande(nt) au Président de la F.F.R. de la saisir, l'ensemble des représentants des joueurs, des entraîneurs et des clubs de fédérale 1 au sein de la Commission ne prennent pas part aux séances.

Dans ce cas, le quorum est maintenu à 3 membres.

#### **Article 290-3 - Défaut de transmission de documents et/ou informations à la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1**

Tout club a l'obligation de transmettre les documents et/ou informations qui lui sont demandés par la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 afin que celle-ci puisse s'assurer du respect par le club des dispositions du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 et/ou du présent règlement.

Le défaut de transmission de documents et/ou informations, constaté par la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1, est susceptible d'entraîner la mise en œuvre de la mesure ci-après :

#### **Astreinte :**

Le club défaillant est mis en demeure par lettre recommandée AR, de respecter son obligation dans un délai de 8 jours ouvrables à compter de la première présentation de ladite lettre.

A l'expiration de ce délai, la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 notifie au club concerné, par lettre recommandée avec AR l'application à son encontre, d'une astreinte d'un montant de 100 euros par jour de retard, à compter de l'expiration du délai de 8 jours imparti et dans la limite de 1 500 euros.

Au-delà de cette somme, la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1, pourra prononcer, indépendamment de l'astreinte susvisée, toute sanction prévue par le Règlement disciplinaire de la F.F.R.

A réception des documents et/ou informations faisant défaut, la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 notifie au club concerné le montant de l'astreinte qui lui est appliquée ; une copie de cette notification est transmise à la Trésorerie de la F.F.R qui débitera le compte du club de la somme correspondante.

#### **Article 290-4 Décisions de la Commission du statut du joueur et de l'entraîneur**

La Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 a un pouvoir décisionnaire. Ses décisions sont consignées dans un procès-verbal.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'application des dispositions du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 telle que définie ci-dessus, elle informera la Commission paritaire des décisions ou avis liés à ladite convention rendus dans le cadre d'affaires individuelles soumises à son examen.

#### **Article 290-5 - Règlement Intérieur de la Commission**

Le Président de la Commission pourra, en collaboration avec les autres membres, élaborer un règlement intérieur précisant l'organisation et les conditions de fonctionnement de la Commission. Ce règlement est susceptible d'être révisé chaque année.

#### **Article 290-6 – Appel**

Toute décision de la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 est susceptible d'appel devant la Commission d'appel de la F.F.R., à l'exception des décisions d'homologation ou de refus d'homologation de contrats, qui sont susceptibles de recours gracieux devant la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 elle-même.

Toutefois, sont susceptibles d'appel devant la Commission d'appel de la F.F.R. les décisions de refus d'homologation de contrats et/ou avenants :

- soit prononcées **après avis défavorable de** la D.N.A.C.G. pour des motifs d'ordre financier,
- soit prononcées pour des motifs tenant aux règles de qualification du joueur, et notamment à l'appréciation de sa nationalité ou du nombre maximum de joueurs « étrangers » autorisés par club.

Les délais et la procédure d'appel sont ceux fixés par les Règlements Généraux de la F.F.R.

**ANNEXE**  
**PROCEDURE D'HOMOLOGATION DES CONTRATS DES JOUEURS ET DES ENTRAINEURS DE FEDERALE 1**

**Article 1. - Demande d'homologation**

La demande d'homologation du contrat des joueurs et des entraîneurs de Fédérale 1 doit comporter d'une part le contrat liant le Joueur **ou** l'Entraîneur au Club, et d'autre part les pièces administratives nécessaires à l'homologation du contrat.

Le dossier est enregistré par la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 de la F.F.R. dès sa réception. A cet effet, il sera consigné les dates de réception des dossiers.

Le contrat conclu entre le Joueur **ou** l'Entraîneur et le Club doit être signé :

- d'une part, par le Joueur **ou** l'Entraîneur ou par son représentant spécialement mandaté à cet effet. Dans l'hypothèse où le contrat est signé par le représentant du Joueur (Entraîneur), un exemplaire du mandat de signature devra être joint au dossier.
- d'autre part, par le Président de la S.A.O.S., l'E.U.R.L., la S.A.S.P. ou de la S.E.M.S.L. (ou de l'association sportive uniquement en l'absence de constitution de société sportive), ou par toute personne spécialement mandatée à cet effet par l'organe de direction de la société sportive.

A peine de refus d'homologation, les contrats doivent contenir les clauses impératives du modèle annexé au Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 ; les avenants doivent être établis sur les modèles fournis par la F.F.R.

**Article 2. - Envoi des contrats et/ou avenants aux fins d'homologation**

Tout contrat et/ou avenant est établi en six exemplaires ; après leur signature, un exemplaire est remis immédiatement au Joueur **ou** à l'Entraîneur, un autre est conservé par le Club.

Les quatre autres doivent être envoyés à la Commission du Statut du joueur de la F.F.R., par le Club, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax à confirmer par lettre recommandée avec accusé de réception dans les 48 heures.

**2.1. - Délais d'envoi des contrats et/ou avenants**

Tout contrat et/ou avenant conclu entre le Joueur **ou** l'Entraîneur et le Club doit impérativement être adressé à la F.F.R. dans les conditions fixées par le Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 et la réglementation de la F.F.R. aux fins d'homologation et dans un délai maximum de :

- 8 jours à compter de sa signature pendant la période officielle des mutations. Les contrats conclus à l'échéance de la période officielle des mutations doivent être transmis dans les 72 heures à compter de leur signature.
- 15 jours à compter de sa signature en dehors de la période officielle des mutations.

A défaut, il sera appliqué au Club une mesure administrative automatique de 150 euros par Joueur **ou** Entraîneur et par jour de retard.

En ce qui concerne la résiliation du contrat, la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 doit en être informée par le Club dans les cinq jours, par l'envoi d'un avenant de résiliation. Cet avenant de résiliation devra comporter les renseignements nécessaires à son authentification. La Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 en informe immédiatement la D.N.A.C.G.

**2.2. - Sanctions en cas de non envoi des contrats et/ou avenants aux fins d'homologation**

Tout contrat, avenant, convention, contre-lettre, accord particulier, modification du contrat devant être soumis à la procédure d'homologation mais non soumis à homologation dans les conditions prévues par le Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 et la réglementation de la F.F.R., et porté à la connaissance de la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1, sera passible de l'application des dispositions suivantes :

- s'il n'est pas contraire aux dispositions conventionnelles et réglementaires, il pourra être homologué et pourra entraîner pour le Club une amende de 610 euros à 15 245 euros, et pour le Joueur **ou** l'Entraîneur une amende de 61 euros à 1 524 euros, sans préjudice d'autres sanctions pouvant aller de la suspension à la radiation du Joueur **ou de** l'Entraîneur et/ou du(des) dirigeant(s) signataire(s).
- s'il est contraire aux dispositions conventionnelles et réglementaires, il ne sera pas homologué et pourra entraîner pour le Club et pour le Joueur **ou** l'Entraîneur une amende de 610 euros à 15 245 euros, sans préjudice d'autres sanctions pouvant aller de la suspension à la radiation du Joueur **ou de** l'Entraîneur et/ou du(des) dirigeant(s) signataire(s).

Par ailleurs, tout litige naissant de l'existence d'un document remettant en cause l'exécution d'un contrat régulièrement homologué par la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 rend les parties signataires passibles de sanctions prononcées par cette dernière.

### **2.3. - Procédure d'information du Joueur ou de l'Entraîneur de l'envoi de tout accord aux fins d'homologation**

L'information du Joueur **ou de l'Entraîneur** sur l'homologation de son contrat et/ou avenant sera réalisée dans les conditions prévues par le Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1.

### **Article 3. - Pièces nécessaires à l'homologation du contrat**

#### **3.1. - Pièces nécessaires à l'homologation des contrats des Joueurs**

- a) quatre exemplaires du contrat conclu entre le Joueur et le Club, ainsi que tout avenant joint au contrat le cas échéant,
- b) S'il s'agit d'un nouveau joueur ou d'un joueur en provenance d'une autre fédération, dossier d'affiliation complet comprenant l'autorisation de sortie de la fédération d'origine,
- c) si le Joueur est issu d'un Club Professionnel en qualité de joueur sous contrat homologué ou de joueur sous convention de formation, l'avis favorable de la L.N.R. accordé après vérification du respect par le joueur de ses obligations contractuelles et à l'égard du club quitté,
- d) s'il s'agit d'une mutation en provenance d'un autre club amateur, ou d'un club professionnel en tant que joueur sans contrat, dossier de mutation comprenant l'ensemble des pièces requises par les Règlements généraux de la F.F.R.
- e) les documents concernant les visas, titres de séjour et autorisation de travail (application de la législation) relatifs aux obligations faites aux Joueurs étrangers :
  - pour les joueurs ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne (U.E.) et de l'Espace Economique Européen (E.E.E.) : Pièce d'identité officielle en cours de validité précisant la nationalité, ainsi que le cas échéant pour les ressortissants des pays membres de l'Union Européenne depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, titre de séjour et autorisation de travail
  - pour les joueurs non ressortissants de l'U.E. ou de l'E.E.E. : Pièce d'identité officielle en cours de validité précisant la nationalité, ainsi que Titre de séjour et Autorisation de travail en cours de validité.
- f) annexe dûment complétée et signée par le Joueur et le Club, indiquant le nom de l'agent sportif intervenu le cas échéant pour le compte de chacune des parties en vue / lors de la conclusion de tout contrat ou avenant, ou précisant le cas échéant qu'aucun agent n'est intervenu, et ce dans le respect des dispositions des articles L.222-6 à L.222-11 du Code du sport.

Les informations figurant sur cette annexe seront transmises au service compétent de la F.F.R. dans le cadre de l'application de la réglementation fédérale relative à la délivrance de la licence d'agent sportif.

#### **3.2. - Pièces nécessaires à l'homologation des contrats des Entraîneurs**

- a) quatre exemplaires du contrat conclu entre l'Entraîneur et le Club, ainsi que tout avenant joint au contrat les cas échéant,
- b) les documents concernant les visas, titres de séjour et autorisation de travail (application de la législation) relatifs aux obligations faites aux Entraîneurs étrangers (dans les mêmes conditions que pour les Joueurs).
- c) Tout document attestant du respect des exigences de qualification fixées par l'article L 363-1 du Code de l'Education et de l'annexe 9 des Règlements de la F.F.R.

Les documents relatifs à la qualification de l'entraîneur seront transmis au service compétent de la F.F.R.

- d) annexe dûment complétée et signée par l'Entraîneur et le Club indiquant le nom de l'agent sportif intervenu pour le compte de chacune des parties en vue / lors de la conclusion de tout contrat et avenant, ou précisant le cas échéant qu'aucun agent n'est intervenu, et ce dans le respect des dispositions des articles L.222-6 à L.222-11 du Code du sport.

Les informations figurant sur cette annexe seront transmises au service compétent de la FFR dans le cadre de l'application de la réglementation fédérale relative à la délivrance de la licence d'agent sportif.

### **Article 4. - Frais administratifs de traitement des dossiers**

Pour traitement administratif des dossiers de demande d'homologation, Une somme de 75 euros pour les Joueurs et Entraîneurs restant dans le Club, et de 150 euros pour les Joueurs et Entraîneurs changeant de Club, sera débitée sur les comptes du Club dans les livres de la F.F.R.

### **Article 5. - Homologation des contrats et/ou avenants**

Il appartient au Club d'adresser un dossier complet à la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 dans les conditions fixées par le Statut du joueur de Fédérale 1, et la réglementation de la F.F.R.

L'homologation du contrat est subordonnée à la présentation d'un dossier complet.

**5.1 Lorsque le dossier est recevable en la forme et conforme aux dispositions du Statut du joueur (entraîneur) de Fédérale 1, et de la réglementation de la F.F.R., il est soumis au contrôle de la masse salariale brute sportive par la DNACG :**

- si l'avis est favorable, le contrat est homologué ;
- si l'avis est défavorable, le refus d'homologation est notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au Club. Dès notification au Club de la décision de refus d'homologation pour raisons financières, celui-ci doit en informer le Joueur (Entraîneur), et ce dans un délai maximum de 48 heures.

## **5.2. - Ordre d'homologation des contrats par la D.N.A.C.G.**

### **5.2.1. - Ordre d'homologation des contrats des Joueurs**

La D.N.A.C.G. donnera un avis favorable à l'homologation des contrats des Joueurs en tenant compte en premier lieu de l'ordre chronologique de la signature des contrats jusqu'à ce que le montant de la masse salariale rentre dans l'encadrement prévu.

Toutefois, quel que soit l'ordre chronologique des signatures, la D.N.A.C.G. devra prendre en considération un minimum de 6 Joueurs aptes à évoluer à un poste de 1<sup>ère</sup> ligne.

A défaut pour la D.N.A.C.G. de pouvoir apprécier l'ordre chronologique des signatures, il sera ensuite tenu compte des Joueurs intégrés dans le centre de formation (contrats espoirs) ou issus du centre de formation du Club. A défaut, la D.N.A.C.G. prendra en compte le numéro d'ordre affecté par le Club à chaque contrat.

Enfin, à défaut d'inscription des numéros d'ordre, le choix sera opéré en dernier lieu par tirage au sort au sein de la D.N.A.C.G.

### **5.2.2. - Ordre d'homologation des contrats des Entraîneurs**

La D.N.A.C.G. donnera un avis favorable à l'homologation des contrats des Entraîneurs en tenant compte en premier lieu de l'ordre chronologique de la signature des contrats jusqu'à ce que le montant de la masse salariale rentre dans l'encadrement prévu.

A défaut pour la D.N.A.C.G. de pouvoir apprécier l'ordre chronologique des signatures, il sera ensuite tenu compte du numéro d'ordre affecté par le Club à chaque contrat.

Enfin, à défaut d'inscription des numéros d'ordre, le choix sera opéré en dernier lieu par tirage au sort au sein de la D.N.A.C.G.

## **5.3. - Demande de régularisation et refus d'homologation (pour un motif autre que financier)**

Lorsque le contrat ou l'avenant n'est pas conforme aux dispositions du statut du joueur de Fédérale et de la réglementation de la F.F.R., l'homologation est refusée par la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1.

Le refus d'homologation (pour motif autre que financier) peut également être motivé par la présence dans le contrat de clauses manifestement contraires au droit applicable, notamment aux articles L.122-1 et suivants du Code du Travail (droit applicable aux contrats à durée déterminée) ou de clauses imprécises ou ambiguës.

Le Club en est informé par écrit par la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 ; le contrat pourra être modifié ou complété (selon les motifs de refus d'homologation) dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification.

Dès notification au Club de la décision de refus d'homologation, celui-ci doit en informer le Joueur **ou** l'Entraîneur, et ce dans un délai maximum de 48 heures.

A défaut de régularisation dans ce délai de 15 jours, la décision de non homologation du contrat sera définitive.

## **5.4. - Non respect de l'obligation du Club d'informer le Joueur ou l'Entraîneur en cas de non homologation du contrat et/ou avenant**

La non information du Joueur **ou de** l'Entraîneur par le Club d'une décision de refus d'homologation de son contrat et/ou avenant dans le délai de 48 heures à compter de la date de notification de la décision de refus d'homologation, est susceptible de constituer une infraction disciplinaire du Club, pouvant entraîner des sanctions financières prononcées par la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 le montant de ces sanctions financières peut être de 152 euros à 7 622.5 euros selon l'appréciation par la Commission, de la gravité de l'infraction.

## **5.5. - Renvoi des contrats homologués**

Dès lors que le contrat est homologué, il est adressé par la F.F.R. au Club en deux exemplaires, dont l'un doit être remis au Joueur **ou à** l'Entraîneur dans les 5 jours suivant sa réception.

A cet effet, le Club devra faire signer à chaque Joueur **ou** Entraîneur concerné le bordereau adressé par la FFR et accompagnant le renvoi des contrats et avenants homologués.

Le Club devra ensuite adresser à la F.F.R. le bordereau dûment signé par chaque Joueur **ou** Entraîneur concerné, dans un délai de 10 jours à compter de la réception des contrats homologués.

A défaut, il sera appliqué par la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 une mesure d'astreinte automatique de 15 euros par Joueur **ou** Entraîneur et par jour de retard (sauf si le retard est justifié par le Club par l'absence provisoire du Joueur **ou de** l'Entraîneur, qui pourra être appréciée par tous moyens par la Commission **du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1**).

#### **Article 6 – Délégation permanente**

Le Service de la F.F.R. chargé d'assurer le traitement et le suivi des dossiers d'homologation dispose d'une délégation permanente de la Commission du Statut du joueur et de l'entraîneur de Fédérale 1 et de son Président pour adresser toute correspondance, prendre toute décision et demander toute pièce ou information qu'il jugerait utile dans le traitement des dossiers qui lui sont soumis.



**FORMULAIRE D'INDEMNISATION**  
**DANS LE CADRE D'UNE MUTATION INTERNATIONALE**  
*International player movement compensation claim form*

• **ETAT CIVIL DU JOUEUR :**

**NOM :** LAST NAME : .....

**PRENOM :** First Name : .....

**NATIONALITE :** Nationality : .....

**DATE DE NAISSANCE :** .....  
Date of birth :

**ASSOCIATION NOUVELLE (F.F.R.) :** .....

**FEDERATION D'ORIGINE :** .....  
Representative Union : (eligibility)

**CLUB PRÉCÉDENT :** .....  
Previous Club :

**NIVEAU DU JOUEUR / JOUEUSE <sup>(1)</sup> :** Player's level of play :  
(mettre une croix dans la case appropriée) (Insert a cross in the appropriate box)

- **Joueur/Joueuse sélectionné(e) en équipe nationale senior à XV ou 7**   
*Selection in the senior XV or VII national representative team*
- **Joueur/Joueuse sélectionné(e) en équipe nationale « jeune »**   
**« moins de 18/19 ans » ou « moins de 20/21 ans »**  
*Selection in an age grade national representative team (U21 – U19)*
- **Joueur/Joueuse non sélectionné(e) en équipe nationale (senior ou jeune)**   
*No selection in any national representative team*

**DERNIERE SELECTION DU JOUEUR/JOUEUSE :**

*Date of last selection in a national representative team:*

- **Equipe nationale senior à XV :** .....  
*Senior XV national team :*

**Rencontre :** ..... **Date :** .....  
*Match : Date :*

- **Equipe nationale senior à 7 :** .....  
*Senior VII national team*

**Rencontre :** ..... **Date :** .....  
*Match : Date :*

- **Equipe nationale jeunes : « moins de 18/19 ans » ou « moins de 20/21 ans » :**  
*Age grade national representative team :*

**Rencontre :** ..... **Date :** .....  
*Match : Date :*

**Fait à :** Location ..... **Le :** Date .....

**Nom, prénom et qualité du signataire :** .....  
*Last name, First name and position within the Union :*

**Signature <sup>(2)</sup> :**

**Cachet officiel de la Fédération <sup>(3)</sup> :**  
*Union official stamp :*

**NB :** Ce formulaire, dûment complété<sup>(1)</sup>, signé<sup>(2)</sup> avec cachet de la Fédération quittée<sup>(3)</sup> doit être joint obligatoirement à la demande de qualification du joueur ou de la joueuse concerné(e) et accompagné d'un chèque libellé à l'ordre de la F.F.R. et d'un montant établi selon le barème du tableau ci-dessus.

(Voir article 260)

## INDEMNITÉS DE FORMATION SAISON 2010/2011

<b>Comité quitté :</b> .....			<b>Comité d'accueil :</b> .....		
<b>Numéro de code :</b> .....			<b>Numéro de code :</b> .....		
Nom et prénom du joueur	Association quittée	Joueur sélectionné	Association d'accueil		
Numéro de licence	Numéro de code	Nature et date de la sélection	Intitulé de l'association	n° code	Montant des indemnités à débiter à l'association nouvelle
.....	.....				€
.....	.....				€
.....	.....				€
.....	.....				€
.....	.....				€
.....	.....				€
.....	.....				€
.....	.....				€
.....	.....				€
.....	.....				€
.....	.....				€
.....	.....				€
* Total à créditer au comité quitté, lequel se chargera de la répartition et du versement de ces indemnités aux associations quittées.					<b>TOTAL A CREDITER * :</b> .....€

A ....., le .....		A ....., le .....		
Cachet du comité quitté	Visa du Président du Comité quitté	<b>BON POUR ACCORD DE PAIEMENT</b>	Cachet du Comité d'accueil	Visa du Président du Comité d'accueil



*\*rayer les mentions inutiles*

**ARTICLE 224                      FORMULAIRE D'AUTORISATION**  
**DE PRATIQUER LE RUGBY DANS DEUX ASSOCIATIONS,**  
**JUSTIFIÉE PAR L'ELOIGNEMENT GÉOGRAPHIQUE DES PARENTS**

**A REMPLIR PAR LA COMMISSION TERRITORIALE DES REGLEMENTS ET A  
RETOURNER A L'ASSOCIATION DEMANDERESSE (ASSOCIATION D'ACCUEIL)**

**ASSOCIATION D'ORIGINE :**

.....

**CODE F.F.R. :**

.....

**CODE COMITE :**

.....

**ASSOCIATION D'ACCUEIL :**

.....

**CODE F.F.R. :**

.....

**CODE COMITE :**

.....

N° DE LICENCE	NOM - PRENOM	DATE DE NAISSANCE

**DECISION :**

ACCORD

REFUS

Fait à ....., le .....

Le Président de la Commission territoriale des Règlements :

*(nom, prénom et, en cas d'accord, le tampon « autorisé à pratiquer dans l'association de .. »)*

# ARTICLE 259.1 - TUTORAT DU SECTEUR FÉDÉRAL

A REMPLIR PAR LES COMITÉS TERRITORIAUX ET A RETOURNER

AU PLUS TARD LE 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE DE LA SAISON EN COURS

JOUEURS DE + 19 ANS OU JOUEUSES DE + 18 ANS <i>(rayer la mention inutile)</i>		JOUEURS DE - 19 ANS ET AU-DESSOUS OU JOUEUSES DE - 18 ANS <i>(rayer la mention inutile)</i>	
JOUEURS(SE) PRETE(E)S PAR L'ASSOCIATION « TUTRICE » A L'ASSOCIATION « SOUS TUTELLE » [5 JOUEURS(SE) MAXIMUM]		JOUEURS(SE) PRETE(E)S PAR L'ASSOCIATION « TUTRICE » A L'ASSOCIATION « SOUS TUTELLE » [3 JOUEURS(SE) MAXIMUM]	
N° DE LICENCE	NOM - PRENOM	N° DE LICENCE	NOM - PRENOM
JOUEURS(SE) PRETE(E)S PAR L'ASSOCIATION « SOUS TUTELLE » A L'ASSOCIATION « TUTRICE » [3 JOUEURS(SE) MAXIMUM]		JOUEURS(SE) PRETE(E)S PAR L'ASSOCIATION « SOUS TUTELLE » A L'ASSOCIATION « TUTRICE » [3 JOUEURS(SE) MAXIMUM]	
N° DE LICENCE	NOM - PRENOM	N° DE LICENCE	NOM - PRENOM

**Afin de valider le TUTORAT, joindre impérativement  
les cartes de qualification 2010/2011**

<b>Association tutrice :</b> .....		<b>Association sous tutelle :</b> .....	
<b>Niveau :</b> .....		<b>Niveau :</b> .....	
Code F.F.R. : .....		Code F.F.R. : .....	
Code Comité : .....		Code Comité : .....	
<b>Le Président de l'association tutrice</b> Date, signature et cachet de l'association		<b>Le Président de l'association sous tutelle</b> Date, signature et cachet de l'association	
<b>Le Président du Comité Territorial</b> Date, signature et cachet du Comité	<b>Le Président du Comité Territorial limitrophe</b> Date, signature et cachet du Comité	<b>Le Secrétaire Général de la F.F.R.</b> Date, signature et cachet de la F.F.R.	

DÈS RÉCEPTION, LE PRÉSENT DOCUMENT DOIT ÊTRE IMPÉRATIVEMENT HORODATÉ PAR LE COMITÉ.

## ARTICLE 259.2 - TUTORAT RELATIF A DES JOUEURS SOUS CONVENTION DE FORMATION AVEC LE CENTRE DE FORMATION D'UN CLUB PROFESSIONNEL

A REMPLIR PAR LES CLUBS CONCERNES ET A RETOURNER A LA F.F.R.  
AVANT LE 31 DECEMBRE DE LA SAISON EN COURS

NOM DU CLUB « TUTEUR » : .....

NOM DE L'ASSOCIATION « TUTRICE » : .....

JOUEURS DE + 19 ANS		JOUEURS DE - 19 ANS ET AU-DESSOUS	
JOUEURS PRETES PAR LE CLUB « TUTEUR » A L'ASSOCIATION « SOUS TUTELLE » [3 JOUEURS MAXIMUM]		JOUEURS PRETES PAR LE CLUB « TUTEUR » A L'ASSOCIATION « SOUS TUTELLE » [3 JOUEURS MAXIMUM]	
N° DE LICENCE	NOM – PRENOM	N° DE LICENCE	NOM – PRENOM
	Signature		Signature du joueur ou de son représentant légal si mineur

**Afin de valider le TUTORAT, joindre impérativement  
les cartes de qualification 2010/2011**

<b>Club « tuteur » :</b> .....		<b>Association « sous tutelle » :</b> .....	
<b>Niveau :</b> .....		<b>Niveau :</b> .....	
Code F.F.R. : .....		Code F.F.R. : .....	
Code Comité : .....		Code Comité : .....	
<b>Le Président du club « tuteur »</b> Date, signature et cachet du club	Dans l'hypothèse où le centre de formation est rattaché à la société sportive, <b>Le Président de la Société sportive</b> Date, signature et cachet de la Société sportive	<b>Le Président de l'association « sous tutelle »</b> Date, signature et cachet de l'association	

Avis de la Commission Formation <b>F.F.R./L.N.R.</b>	<b>Le Secrétaire Général de la F.F.R.</b> Date, signature et cachet de la F.F.R.
---	---

## LETTRE DE SORTIE MUTATION INTER-COMITE

(Article 254)

**OBLIGATOIRE UNIQUEMENT SI INDEMNITE DE FORMATION**

*Je soussigné* :.....  
*(Président du Comité territorial quitté)*

*Nom du Comité territorial quitté* :.....

*atteste avoir reçu le règlement de l'indemnité de formation transmis par l'association :*

.....  
*(Nom de l'association nouvelle)* *(code de l'association)*

*d'un montant de* :.....  
*(joindre une copie du chèque à l'attestation)*

*suite à la mutation du joueur :*

.....  
*(Nom du joueur)* *N° Affiliation* : \_\_\_\_\_

*en faveur de :*

.....  
*(Nom de l'association quittée)* *(code de l'association quittée)*

*Fait à :*

*le :*

*(Cachet et signature du Comité territorial)*



